# FICHE FORMATION

# Les accords d'Oslo - 1re partie

Ce suiet des accords d'Oslo sera traité en deux fiches formation. Nous traiterons entre autres plus longuement de la négociation de Camp David, des accords de Paris et nous aborderons le bilan d'Oslo, 25 ans après...

Résultat d'un ensemble de discussions secrètes tenues à Oslo, ces accords auraient supposé, à terme, une évacuation militaire de l'immense majorité des territoires palestiniens occupés. Il n'en est rien. En 2000, au moment des négociations sur le statut final, l'Autorité Palestinienne administre des confettis éparpillés sur 40 % de la Cisjordanie seulement et sur les 2/3 de la bande de Gaza.

#### Un contexte mondial bouleversé

Le 13 septembre 1993, sous l'égide de Bill Clinton, Rabin et Arafat signent l'accord d'Oslo I à Washington, un événement historique salué par la communauté internationale réunie à la Maison-Blanche.

On ne peut séparer le moment politique de la signature de cet accord du contexte mondial : l'effondrement du système soviétique et la guerre du Golfe.

Le contrôle politique et militaire de la zone à plus haute densité de pétrole est un objectif stratégique et économique vital pour les États-Unis pour maintenir un leadership international. Ils trouvent au Moyen-Orient des alliés non limités à Israël et aux régimes des pétromonarchies : la bourgeoisie arabe moderniste destinée à jouer un rôle important dans tout le monde arabe. En échange les États-Unis doivent apporter un début de solution à la question palestinienne et à l'intégration d'Israël dans le Moyen-Orient.

Cette intégration économique aurait comme moteur régional Israël appuyé par la Banque mondiale à laquelle s'ajouterait une « Banque de développement du Proche Orient et d'Afrique du Nord ». Une condition préalable à sa réalisation est un règlement global du conflit israélo-palestinien.

Côté israélien, le choc de la première Intifada, débutée en 1987, a convaincu une part de la société civile et les dirigeants de la gauche travailliste, que l'occupation par leur armée de vastes zones urbaines en Cisjordanie et dans la bande de Gaza était trop coûteuse à la fois économiquement et humainement, mais aussi intenable politiquement sur le long terme. La décision jordanienne de se retirer de toute négociation

concernant la Cisjordanie contraint les dirigeants israéliens à se tourner vers Arafat, fort de 10 ans de succès diplomatique lui ayant permis de s'imposer comme le représentant du peuple palestinien.

Tout commence à Madrid le 30 octobre 1991, alors que la droite israélienne est aux commandes. Le Premier ministre Shamir ne participe à ces échanges que sous la pression étatsunienne et parvient à son objectif : enliser cette « machinerie ». La victoire du travailliste Rabin aux élections du 23 juin 1992 change la donne.

### Septembre 1993 : présentation des accords d'Oslo

La Norvège facilite les contacts entre Palestiniens et Israéliens qui vont mettre au point un statut intérimaire d'autonomie dont la version finale sera présentée le 13 septembre à Washington comme « Déclaration de principes sur l'auto-gouvernement par intérim ». L'OLP reconnaît « le droit d'Israël à vivre dans la paix et la sécurité », alors qu'Israël reconnaît l'OLP « comme unique représentant du peuple palestinien », mais sans référence à la création d'un État.

Cet accord constitue la première reconnaissance officielle de la part d'Israël non seulement de l'OLP mais surtout de l'existence du peuple palestinien, contrairement à ce qu'avait proclamé le premier mouvement sioniste (« une terre sans peuple pour un peuple sans terre »). Mais il parle des « droits des Palestiniens » sans spécifier s'il s'agit ou non du droit à l'autodétermination et à avoir un État. L'accord est dénué de toute référence à la Palestine comme entité séparée d'Israël, aux droits nationaux palestiniens, au retrait complet d'Israël des territoires occupés y compris Jérusalem-Est, au droit au retour des réfugiés tel que sanctionné par l'ONU (résolution 194) et aucun mécanisme international n'est mis en place.

Cet accord connaît immédiatement de fortes oppositions, aussi bien du côté israélien (Likoud, extrême droite, colons...) que palestinien (Hamas, Djihad islamique, FPLP, FDLP, des intellectuels comme Edward Saïd...). Le massacre de 29 Palestiniens en prière dans la mosquée d'Abraham le 25 février 1994 par un colon extrémiste marque le début d'une spirale de violence caractérisée par des attentats suicides du Hamas et du Djihad islamique d'avril 1994 à août 1995.

octobre 2021 Palestine Solidarité | 21

# FICHE FORMATION

### 28 septembre 1995, l'accord Oslo II

L'accord d'Oslo II signé à Washington définit l'échéancier et les conditions de l'entrée en vigueur de l'autonomie pour la majorité des Palestiniens. Il prévoit aussi un conseil législatif palestinien de 88 membres qui est effectivement élu le 20 janvier 1996. Mais il prévoit surtout la division de la Cisjordanie en trois zones, A, B et C. Ce zonage ne devait durer que 5 ans et ne portait que sur la sécurité. Au final il est devenu un feu vert pour une annexion de fait.

La zone A comprend les six principales villes (Jénine, Naplouse, Tulkarem, Kalkilya, Ramallah et Bethléem) auxquelles il faut ajouter Jéricho évacuée le 13 juillet 1994. Ces six villes doivent être évacuées par l'armée israélienne et remises à l'Autorité palestinienne avant la fin de l'année 1995. La zone A ainsi définie représente 3 % du territoire de la Cisjordanie et 20 % de sa population. Elle comprend aussi les trois quarts de la bande de Gaza. Elle est complètement dépourvue de continuité territoriale.

La zone B comprend 27 % de la Cisjordanie et la grande majorité des 450 villages palestiniens. Ensemble, les zones A et B représentent 90 % de la population de la Cisjordanie. L'Autorité palestinienne ne détient que des pouvoirs civils et administratifs, et l'armée israélienne reste seule compétente pour la sécurité. Ce qui signifie qu'elle a le droit de pénétrer dans toute zone évacuée pour continuer sa répression.

La zone C: les autorités israéliennes gardent l'entière maîtrise de la zone C qui couvre 70 % de la Cisjordanie, mais seulement environ 10 % de la population arabe de Palestine. Cette zone englobe toutes les colonies juives reliées entre elles par un réseau routier moderne « réservé ». L'échéance du 5 mai 1996 est fixée comme début des négociations sur le statut final.

#### Novembre 1995-avril 1996, Peres succède à Rabin

Après l'assassinat le 4 novembre 1995 de Rabin par un étudiant juif d'extrême-droite, le nouveau premier ministre Peres décide d'appliquer les accords d'Oslo: évacuation des six villes de la zone A, libération d'environ mille prisonniers politiques, autorisation des élections du Conseil législatif et du président de l'Autorité palestinienne à laquelle Arafat recueille plus de 90 % des voix. Mais Peres prend aussi une autre décision qui le ruine politiquement : il valide l'assassinat d'un des principaux cadres du Hamas, Yahia Ayache, alors que l'organisation s'était engagée dans une trêve durant le nouveau cycle de négociations. L'acte déclenche une vague d'attentats sur le sol israélien, suivi de tirs de roquettes depuis le Sud-Liban orchestrés par le Hezbollah. L'opération israélienne « Raisins de la colère » sur le pays du Cèdre, décidée par Peres à quelques semaines des élections, provoque la mort de centaines de Libanais, contraint des dizaines de milliers d'Israéliens à fuir le nord du pays, et ouvre un boulevard à la droite nationaliste.

# Le retour du Likoud au pouvoir et la fin du « processus »

Le 29 mai 1996, le leader du Likoud Netanyahou, très hostile à Oslo, remporte les élections.

Début mai 1999 : fin de la période intérimaire, alors que 60 % de la Cisjordanie et un tiers de la bande de Gaza sont encore occupés par Israël, que l'expansion des colonies s'est accélérée, et que les autoroutes qui relient les colonies ont créé de vrais bantoustans, rendant quasi impossible sa continuité territoriale à un État palestinien. Désormais l'Autorité Palestinienne est chargée sous supervision de la CIA, d'assurer sur les territoires qui lui restent une « coopération sécuritaire avec les autorités israéliennes » honnies par les groupes de résistance.

#### **Camp David**

Après Charm el-Cheikh le 4 septembre 1999, Israéliens et Palestiniens entament le 12 septembre des négociations sur le statut final. Ces négociations échouent, Barak reprend des négociations avec les Palestiniens et la date butoir est fixée à février 2000 mais n'est pas respectée. Arafat menace de publier une déclaration unilatérale d'indépendance. Face à ce risque Barak persuade Clinton d'organiser un sommet tripartite. La décision est prise ce sera à Camp David du 11 au 25 juillet 2000.

## L'enjeu central : Jérusalem

En fait les intentions politiques israéliennes sont celles-ci : mettre fin à la résistance qu'elle soit armée ou non-violente et le processus d'Oslo doit servir entre autres, à donner une légitimation définitive à l'annexion unilatérale de toute la ville de Jérusalem par l'État israélien. Ni Arafat ni aucun autre leader palestinien ne peut accepter une telle solution sans perdre toute légitimité populaire, non seulement parmi les Palestiniens mais aussi parmi les Arabes et les musulmans; la lutte pour Jérusalem n'est pas seulement une lutte pour le contrôle d'un lieu mais aussi, et c'est plus important, un affrontement sur le caractère de la ville : mono ou pluriculturelle? Tel est le sens de la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées – visite qui va déclencher la deuxième *Intifada* – : affirmer en même temps le droit d'Israël à la souveraineté sur Jérusalem et le caractère juif de ce lieu.

**GT Formation** 

#### Pour aller plus loin:

Claude Cartigny, Le processus d'Oslo, Recherches internationales, Avril-juin 2008

Alain Gresh, Inventaire des accords d'Oslo Le Monde diplomatique, avril 1999

Eric Rouleau, L'espoir meurtri des Palestiniens, Le Monde diplomatique, novembre 2000.

Khalil Tafakji, 31° Nord, 35° Est, La Découverte, 2020.

Cahier de l'AFPS N° 27

Edward Saïd: par exemple Le jour d'après in https://www.pourlapalestine.be/dossiers/le-dossier-noir-d-oslo/oslo-le-jour-dapres/

22 | Palestine Solidarité octobre 2021